

## C'est le moment ! Affirmons nos revendications

- Hausse des salaires et des pensions,
- Défense des emplois, de la Sécurité sociale et des retraites

Alors que les dividendes versés aux actionnaires ne cessent d'augmenter (+ 23% de hausse en France au 2<sup>ème</sup> trimestre 2018, soit 50,9 milliards d'€), le Premier Ministre annonce de nouveaux cadeaux fiscaux (CICE, CIR...) pour les actionnaires, les patrons et les banquiers !

Pour les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes et les familles populaires, le gouvernement dicte une avalanche de mesures antisociales et d'appauvrissement :



- Gel des pensions et des prestations sociales, alors que l'inflation repart ;
- Projet de baisse très forte des allocations chômage ;
- Attaque contre la sécu et l'accès aux soins, au point d'envisager de supprimer les revenus pendant les arrêts de travail ;
- Destruction d'emplois, fermetures et privatisation dans les services publics ;
- Destruction d'emplois, restructurations, dans l'industrie et des secteurs tels le commerce ;
- Barrages contre le droit aux études et l'accès à l'Université pour les jeunes ;
- Fin du système de retraite par répartition au profit d'un régime universel qui ouvrirait la voie à la capitalisation.



## MARDI 9 OCTOBRE TOUS EN GRÈVE pour les revendications :

- Maintien des régimes de retraites : régime général, régimes spéciaux, régimes complémentaires, du Code des pensions civiles et militaires. **NON au régime universel de retraite par points.**
- Augmentation générale des pensions, des prestations sociales et des salaires.
- Défense de la Sécurité sociale.
- Défense et développement des services publics. Arrêt des fermetures, des privatisations et des suppressions de postes. Retrait des mesures du plan Action Publique 2022.
- Libre accès des bacheliers à l'université dans la filière de leur choix, abandon de *Parcoursup*.
- Maintien des droits ouverts pour les chômeurs, et de la gestion paritaire de l'assurance chômage.
- Défense des conventions collectives, de la hiérarchie des normes et des CHSCT, abrogation des lois Rebsamen, El Khomri, et des ordonnances Macron.
- Retrait du pacte ferroviaire qui détruit le statut des cheminots et prépare la privatisation en remettant en cause un service public ferroviaire de qualité.
- Non aux licenciements et aux suppressions de postes, maintien de tous les sites industriels, tertiaires et publics.
- Arrêt de toutes les poursuites patronales et judiciaires contre les syndicalistes, les salariés et les jeunes.

**MARDI 9 OCTOBRE  
RASSEMBLEMENT À 10h30  
DEVANT LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINTES**